

Quelle est la base sociale du fascisme ?

Depuis sa création, le Front national se réclame du peuple. Par exemple, Marine Le Pen dit en 2017 : *« Moi, je ne peux pas être heureuse si mon peuple est malheureux »*. Au sein du peuple, elle parle souvent des classes moyennes qui, dit-elle, sont *« trop riches pour être aidées, trop pauvres pour s'en sortir, qui savent ce que je dis, frappées durement en ce début d'année [2012] par un nouveau cortège de hausses insupportables »*.

J'ai dit la fois dernière que par les intérêts qu'ils défendent et les forces qui les financent les fascistes ont une nature de classe bourgeoise. Cependant, ils ne peuvent éviter de conquérir une base sociale composée de classes populaires et moyennes, c'est-à-dire des classes qui subissent les processus de paupérisation/précarisation/déclassement dans les périodes de crise aiguë.

Je vais d'abord rappeler les effets contemporains de la crise, après quoi j'aborderai la crise idéologique qui en découle, et pour terminer j'examinerai les points communs et différences avec les situations sociales qui ont conduit aux fascismes du XX^e siècle

I. Les effets contemporains de la crise

Pour l'ensemble de cette première partie, je renvoie une nouvelle fois aux sept conférences du module travail (10 janv-20 mars 2024) et aux deux conférences sur la servitude volontaire (27 mars et 3 avril 2024).

Les fascismes de ce siècle sont ancrés dans la même base matérielle que ceux du siècle dernier, c'est-à-dire la paupérisation, la précarisation et le déclassement. La crise des subprimes de 2007-2008 peut se comparer à celle de 1929. « **Grande dépression** » jadis ; « **Grande récession** » de nos jours. Entre 2007 et 2010, le taux de chômage de la zone euro est passé de 7,5% à 10,2%, et la dette publique de 76% à 100%.

En France, ce n'est qu'en 2017 que le niveau d'emploi retrouvera son niveau de 2007. Mais, on ne peut pas se limiter à ce simple constat parce que les baisses d'emplois n'ont pas été les mêmes dans tous les territoires, et surtout parce que les remontées d'emplois ne se sont pas faites en proportion des baisses. Les territoires qui ont plongé en 2007 n'ont pas remonté la pente après. La conclusion est évidente : la crise a été l'occasion d'une vaste réallocation des emplois au sein du pays, qui a creusé un gouffre entre les territoires, avec un renforcement des points forts d'un côté et une accélération de la désertification des territoires fragiles de l'autre.

Par ailleurs, il n'y a pas eu que la crise de 2007-2008. En 2020, il y a eu la crise sanitaire, en 2024, la guerre en Ukraine et maintenant la guerre au Moyen-Orient. Chacune de ces crises a eu des effets économiques et sociaux, surtout sur les ménages les plus pauvres et les travailleurs les plus précaires.

En outre, toutes ces crises ne sont pas intervenues dans un contexte de long terme positif. Elles sont venues s'ajouter au vaste mouvement de mondialisation provoqué par le tournant néolibéral à partir des années 1980. J'en ai décrit les effets dans les entreprises dans deux conférences des 17 et 24 mai 2023 (**La reconfiguration de l'hégémonie bourgeoise**

dans l'entreprise dans les années 1980 et suivantes après la révocation du compromis fordiste au tournant des années 1970-1980).

En quarante ans (1983-2023), la part des emplois précaires (*intérim, CDD, apprentissage emplois saisonniers, contrats occasionnels, travail à temps partiel, travail intermittent ; sans oublier les auto-entrepreneurs*) a doublé pour l'ensemble des emplois (7% → 14%) et triplé pour les moins de 25 ans (18,7% → 56%).

Les salariés sous contrats stables ne sont pas épargnés. Depuis des décennies, ils subissent une dévalorisation de leur travail (*perte d'autonomie sur le poste de travail, polyvalence des tâches, individualisation des objectifs, stagnation des salaires, etc.*). C'est pour ces salariés surtout qu'a été reconnue une nouvelle maladie professionnelle, le burn-out.

Précarisation de l'emploi + précarisation du travail = quotidien incertain et projection dans l'avenir impossible.

Un des résultats essentiels de ces quatre décennies est la progression du fossé économique et social qui se creuse entre une minorité de plus en plus riche et une majorité de plus en plus pauvre. Dans son rapport de 2024, Oxfam indique qu'en France 63% des nouvelles richesses créées entre 2020 et 2021 ont été captées par les 1% les plus riches. Les 1% les plus riches possèdent 36% du patrimoine financier total.

Du côté des travailleurs, c'est une autre chanson. En 2023 (publication INSEE de 2025), 9,8 millions de personnes (15,4%) vivent sous le seuil de pauvreté. Le taux était de 13,7% en 2016 (+ 1,7 points).

À cette pauvreté objective il faudrait aussi ajouter le sentiment de pauvreté, qui détermine beaucoup le rapport au politique et à l'offre politique. En 2023, 21% des Français s'estiment pauvres, et 16% pensent qu'ils risquent de le devenir dans les cinq prochaines années.

Voilà la base matérielle sur laquelle se développent les partis fascistes.

II. La crise idéologique

Les processus décrits ci-dessus sapent profondément les idéaux qui ont servi depuis la fin de la seconde guerre mondiale à légitimer le système capitaliste. Il paraît loin le temps où Valéry Giscard d'Estaing, dans **Deux Français sur trois**, en 1992, décrivait la société française comme se caractérisant par un noyau central constitué des « **classes moyennes** », les « **classes privilégiées** » étant devenues marginales et les « **démunis** » en baisse rapide et constante. De nos jours, Laurent Wauquiez sonne l'alarme dans **La lutte des classes moyennes** (2011) qui, « **aspirées vers le bas de l'échelle sociale, luttent pour leur survie, trop souvent dans l'indifférence générale [...]** ».

La récurrence de ces discours sur les classes moyennes doit attirer notre attention. Je vais m'arrêter sur ce point et rappeler ensuite quelques évidences.

A. LE DISCOURS SUR LES CLASSES MOYENNES

Pourquoi VGE insiste-t-il tant sur les classes moyennes ? Voici ce qu'il dit en 1978 dans **Démocratie française** : « **L'évolution en cours, loin de conduire au face à face de deux classes, bourgeoise et prolétarienne, fortement contrastées et antagonistes, se traduit par l'expansion d'un immense groupe central, aux contours peu tranchés, et qui a vocation par sa croissance numérique exceptionnellement rapide, par ses liens de parenté avec chacune des autres catégories de la société, par son caractère ouvert qui en assure largement l'accès, par les valeurs modernes dont il est porteur, d'intégrer en lui-même progressivement et pacifiquement la société française tout entière** ». VGE a une idée derrière la tête. Le système s'apprête à changer de "logiciel". Le tournant néolibéral s'annonce. La commission trilatérale a été créée en 1974 et dès 1975 elle a publié un rapport qui a fait scandale **La crise de la démocratie, Rapport sur la gouvernabilité des démocraties** [Voir conférence conclusive du 20 déc 2023 du module Le néolibéralisme contre la démocratie : « **Cette fois, en finir avec la démocratie** »]. VGE veut nous convaincre que les dérégulations et

les privatisations qui s'annoncent vont nous apporter plein-plein-plein de bienfaits et de progrès. Son idée est qu'une société qui tourne autour d'un groupe central doit être gouvernée au centre. VGE, évidemment, se voulait ni de droite, ...ni de gauche. Il était **« moderne »**. Il prétendait que cette configuration politique permettrait d'adapter la France au contexte mondial.

Cela vaut la peine de rappeler le contexte idéologique de cette époque. On peut le résumer en cinq grandes idées :

- La **« fin des idéologies »**,
- La disparition de la lutte des classes,
- L'uniformisation des classes par les progrès de la consommation,
- L'accès à la propriété,
- L'accès à l'enseignement secondaire des classes populaires.

À cette époque, le discours de la **« moyennisation »** bat son plein. La classe ouvrière et les classes populaires sont invisibilisées. Même le PCF renonce à la lutte des classes en 1979 ! On ne parle plus de **« cotisations sociales »** mais de **« charges sociales »**. On ne parle plus de **« plans de licenciement »** mais de **« plans de sauvegarde de l'emploi »**. Les médias de grands chemins s'en donnent à cœur joie.

Et puis, progressivement, tout doucement, crise après crise, cette nouvelle grille de lecture sociale va se fissurer.

B. LA RÉALITÉ DE LA LUTTE DES CLASSES

Petit à petit, la **« moyennisation »** va apparaître pour ce qu'elle est, à savoir une prolétarianisation. Difficile de croire au discours de la moyennisation quand s'accroissent les *“paupérisations / précarisations / déclassements”* [Voir conférences des 17 et 24 mai 2023].

À partir de 2000, les politiques d'austérité sur les budgets publics s'accroissent [RGPP [2007], loi “Hôpital, Patients, Santé et Territoires” [2009], réformes de l'Université [2007, 2012, 2020]].

Les cadres, touchés par les politiques de précarité et de flexibilité, perdent confiance dans la pérennité de leur situation “privilegiée” [voir conférence sur les cadres du 13 mai 2024].

Warren Buffet, une des plus grandes fortunes du monde, va proclamer la fin du match en 2005. Dans une interview à CNN, il dit : *« Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner »*.

De fait, la crise de légitimité, déjà bien présente au sein des classes populaires, s'étend aux classes moyennes, rendant plausible une convergence des colères dans une logique anticapitaliste. Pour conjurer ce scénario catastrophe, Laurent Wauquiez propose un bouc émissaire dans son livre de 2011 : les assistés.

Et cela peut marcher, malheureusement. Le sociologue Nicolas Duvoux explique que *« la précarisation croissante des classes populaires, le déclassement effectif d'une partie des classes moyennes et la peur du déclassement de l'ensemble de la population se conjuguent pour alimenter un regard ambigu et suspicieux sur les assistés [...] »*. La politique de bouc-émissérisation des assistés du Front national n'est pas loin [voir citation de Jean-Marie Le Pen page 52 de l'abrégé]. Le pas que ne franchira pas le FN/RN, qui connaît son Code pénal, sera de ne pas racialiser ces assistés. Il se contentera de dire, comme aux législatives de 1978 : *« 1 million de chômeurs, c'est 1 million d'immigrés de trop ! La France et les Français d'abord ! »*. L'argumentaire est donc économique, et non racial ou ethnique (même si les présumés racistes sont évidents).

L'autre manière de détourner l'attention de la question du système économique, c'est d'insister sur l'identité nationale et sur les menaces qui pèsent sur celle-ci, qui appellent un sursaut radical :

- Menace idéologique, qui est le fait du marxisme ;
- Menace politique, due à la division de l'Europe en zones d'influence américaine et soviétique ;
- Menace démographique, due à l'immigration incontrôlée de peuples d'origine non européenne et à une natalité en berne.

Pendant longtemps ce discours sur la menace, la décadence et le sursaut nécessaire n'a pas imprimé dans l'électorat populaire. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le vote des ouvriers en faveur du FN est passé de 8% en 1984 à 30% en 1995 et probablement à 50% aujourd'hui.

Aujourd'hui comme hier, les fascistes prospèrent donc sur le terreau des effets de la crise.

Mais, ils sont aussi aidés par la reprise de leurs thèmes et de leurs mots par les partis de droite (et même de gauche). Sarkozy (2007-2012) est un exemple remarquable de la participation de la droite à la banalisation des idées du FN.

III. Ressemblances et différences avec le début du XX^e siècle

Je veux terminer par une comparaison entre la période actuelle et les années 1920-1930. Je sais bien que comparaison n'est pas raison. Il y a des différences indéniables entre les deux périodes :

- Nos sociétés contemporaines ne sont pas sous le coup du traumatisme d'une guerre mondiale comme les sociétés du début du XX^e siècle ;
- Il n'y a pas aujourd'hui d'organisations de masse politico-militaires fascistes ;
- Le poids du mouvement ouvrier est très différent ;

Mais, il y a aussi des similitudes incontestables :

- Une crise économique durable ;
- La déstabilisation des classes populaires et moyennes ;
- La crise de légitimité des gouvernements ;
- Le bouleversement des équilibres internationaux.

Dans ce tableau, je vais m'attarder sur la question des classes moyennes, qui est essentielle.

Je vais distinguer classes moyennes traditionnelles (petits artisans, commerçants, paysans, professions libérales et autres indépendants) et classes moyennes salariées (enseignants, techniciens, cadres moyens, etc.).

Au XX^e siècle, la première catégorie dominait largement les classes moyennes ; aujourd'hui, c'est la seconde.

A. LES CLASSES MOYENNES TRADITIONNELLES

L'histoire nous enseigne que les classes moyennes traditionnelles sont la réserve initiale du fascisme. C'est à partir de ce premier noyau que le fascisme se lance à la conquête des classes populaires et acquière ainsi plus de légitimité auprès des classes dominantes.

Dès 1923, Clara Zetkin (https://fr.wikipedia.org/wiki/Clara_Zetkin) dit dans **La lutte contre le fascisme** : *« Le fascisme ne repose pas sur une petite caste, mais sur de larges couches sociales, qui englobent même une partie du prolétariat. Il faut que nous prenions clairement conscience de ces différences essentielles si nous voulons venir à bout du fascisme. Nous ne le vaincrons pas par la seule voie militaire – pour utiliser cette expression – nous devons l'abattre aussi politiquement et idéologiquement »*.

Cet ancrage dans les classes moyennes peut surprendre, et il faut essayer de l'expliquer.

Il faut d'abord distinguer clairement les classes moyennes de la bourgeoisie. Elles partagent avec cette dernière la caractéristique d'être propriétaires de leurs moyens de production, mais elles s'en distinguent de manière essentielle dans la mesure où cette propriété des moyens de production ne s'accompagne pas – ou alors dans des proportions marginales (et, de plus, particulières) - du salariat de travailleurs et de l'appropriation de leur travail.

Par ailleurs, ces classes moyennes subissent les effets de la concurrence des grandes entreprises. D'une part, dit Marx dans le

Manifeste, « [...] parce que, leurs capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population ». Vous avez, d'un côté, en effet, les petits paysans ruinés qui sont contraints de céder leurs terres aux capitalistes agrariens ; et, de l'autre, les petits commerces victimes de la concurrence des supermarchés, les petits artisans qui capitulent devant les progrès techniques utilisés par la grande industrie, les petits industriels absorbés par les plus grands.

En outre, l'exploitation des classes moyennes prend des formes particulières. Il n'y a pas de face à face avec un capitaliste ; il n'y a pas d'entreprise pour confisquer la valeur produite ; mais des entités lointaines : la banque (pour les intérêts de ses prêts) et l'État (pour ses impôts). Le "petit patron" va affronter l'une et l'autre seul. Et vous avez là une explication des formes que peut prendre la révolte de ces classes moyennes traditionnelles : ne pouvant pas user de l'arme de la grève, leur colère se tourne directement contre le pouvoir d'État.

Les classes moyennes traditionnelles sont exploitées par les classes dominantes. Le mouvement ouvrier doit favoriser leur convergence avec le prolétariat. Ici, il faut citer le grand exemple de 1848. Quand, en février, les classes moyennes convergent avec le prolétariat, elles permettent la victoire ; quand elles s'en éloignent, en juin (sous l'effet de l'impôt dit "des 45 centimes" ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Impôt_des_45_centimes), c'est la défaite. Marx aborde ces questions au début des années 1850 dans **La lutte des classes en France** puis dans **Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte**.

Le poids de ces classes moyennes traditionnelles dans la population active n'est plus du tout le même aujourd'hui. En 2023, 87% des personnes en emploi sont des salariés.

B. LES CLASSES MOYENNES SALARIÉES

Juste un mot sur ces classes moyennes salariées car j'en ai parlé dans des conférences précédentes que j'ai d'ailleurs mentionnées ce soir. Elles sont le fruit de l'évolution du capitalisme, qui a développé quantité de nouveaux emplois (fonctionnaires, cadres d'entreprises, etc.) exigeant une formation scolaire élevée.

Le débat sur cette nouvelle classe moyenne a divisé le mouvement ouvrier, avec, d'un côté, Édouard Bernstein (https://fr.wikipedia.org/wiki/Eduard_Bernstein), qui y voyait la preuve que le capitalisme était réformable, et, de l'autre, Karl Kautsky (https://fr.wikipedia.org/wiki/Karl_Kautsky) qui y voyait une extension du prolétariat. Pour le débat entre les deux hommes, voir Bouamama, pages 96-97. C'est Rudolf Hilferding (https://fr.wikipedia.org/wiki/Rudolf_Hilferding) qui se révéla le plus perspicace, en annonçant que les conditions d'existence et de travail de cette nouvelle classe moyenne allaient se dégrader sous le capitalisme. Voir là-dessus Bouamama, pages 97-98.

Conclusion

Effectivement, la situation des classes moyennes contemporaines se dégrade continuellement (même si les classes populaires ont subi une descente aux enfers comparable, voire plus importante), et les partis fascistes les prennent pour première cible. Elles portent une révolte anticapitaliste, mais qui se dresse plus sur les conséquences que sur les causes. De plus, elles ne sont pas spontanément orientées vers le collectif.

Elles sont souvent tentées par le mythe de la troisième voie, « *ni droite, ni gauche* » que l'on va voir la fois prochaine.